

Interview de Leo Tindemans: les origines du rapport Tindemans (Bruxelles, 24 février 2006)

Source: Interview de Leo Tindemans / LEO TINDEMANS, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Bruxelles: CVCE [Prod.], 24.02.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:10:46, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_leo_tindemans_les_origines_du_rapport_tindemans_bruzelles_24_fevrier_2006-fr-d5e2051f-6a3c-4941-a8b1-afe1e8af4881.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Interview de Leo Tindemans: les origines du rapport Tindemans (Bruxelles, 24 février 2006)

[Étienne Deschamps] 1974, c'est une année importante pour l'Europe, mais elle est importante pour vous aussi puisque, la même année, le Conseil européen, tout fraîchement créé, vous confie la charge de rédiger un rapport sur l'Union européenne. Pourquoi les neuf – à l'époque, il y en avait neuf – pourquoi les neuf vous ont-ils confié cette mission et comment l'avez-vous remplie? Quelle a été votre méthode de travail?

[Leo Tindemans] Pourquoi ils m'ont choisi, je n'en sais rien. Donc, j'étais un des neuf. C'est une question que je me pose souvent. Le temps était mûr pour prendre une initiative, ça c'est vrai. On voulait également une Europe politique, ça c'était clair. Mais on n'était pas d'accord sur la forme. Comment serait cette Europe politique? Que fallait-il faire pour avoir une politique extérieure commune, une politique de sécurité ou de défense commune, etc. – parce que c'étaient les expressions du caractère politique de l'Europe? On oublie souvent qu'après le succès de la CECA, de la Communauté pour le charbon et l'acier, on a proposé une communauté pour la défense. Et je crois que la proposition a trouvé son origine dans le bureau de monsieur Pleven, le ministre français, René Pleven. Et donc cela a été un échec, on n'a pas suivi. Finalement, le Parlement belge, par exemple, l'a approuvé, mais en France, le Parlement, l'Assemblée parlementaire a bloqué la discussion sur le projet. On l'a postposé pour toujours, disons, enfin, et donc on n'a pas eu de vote et pas d'accord. Par conséquent, vous voyez les échecs de l'idée de l'Europe politique. D'abord, la Communauté, ensuite, cette proposition et... que faire? Alors la France, je pense, se croyait obligée de faire une proposition. C'est alors qu'on a proposé de créer une commission, présidée par un diplomate français, Christian Fouchet, qui était ambassadeur à Copenhague je crois, à ce moment-là, et donc, demandait à ce groupe de faire une proposition et de l'envoyer au monde politique, c'est-à-dire aux Premiers ministres, enfin, qui alors en décidaient. C'était un peu curieux. On demandait à des fonctionnaires, des diplomates, de faire des propositions politiques et ce n'étaient pas les hommes politiques qui avaient un texte et qui demandaient à des experts de le corriger, disons-le comme cela. C'était un peu le monde à l'envers.

[Étienne Deschamps] Et en plus, Fouchet était un gaulliste, donc on connaissait les idées de de Gaulle, en l'occurrence sur ces questions-là.

[Leo Tindemans] Voilà. Il avait été secrétaire du premier parti que le gaullisme avait créé. Il avait passé la guerre en Angleterre, donc, ceux qui suivaient un peu la politique savaient très bien qui était Christian Fouchet. Avant, donc, de quitter la France pendant la guerre, il était jeune, il avait été diplomate et donc, il pouvait rentrer et continuer sa carrière, mais, en effet, il était l'expression d'une tendance politique très marquée. Les plans Fouchet n'ont pas connu de succès non plus. On a eu trois versions et chaque fois c'était, donc, rejeté. On n'a jamais publié le texte de la troisième version et pourtant on a fait un doctorat sur ce texte, enfin. Mais la discussion de ces textes élaborés par ces fonctionnaires a créé des problèmes entre les États membres, incontestablement, et on évoluait quand même. La deuxième version n'était plus comme la première, la troisième était encore plus, comment dois-je dire, plus orthodoxe dans le sens européen. J'ai même vécu, j'ai assisté à un moment donné à une réunion qui se tenait rue Lambermont, ici à Bruxelles, dans la résidence du Premier ministre et où était présent le Premier ministre belge, monsieur Lefèvre, Paul-Henri Spaak, ministre des Affaires étrangères, son collègue hollandais, Luns et Jean Monnet. Et moi-même. Et à un moment donné, Monnet, qui se dominait toujours, ses paroles avaient toujours, comment dois-je dire, la même tonalité enfin, il se dominait de façon admirable, se fâchait, oui se fâchait et attaquait monsieur Luns, en disant: «Vous l'avez rejetée maintenant, eh bien, de toute votre vie vous n'aurez jamais plus une proposition comme celle-là.» Moi je l'ai retenu jusqu'à aujourd'hui parce qu'on n'aime pas dans certains milieux européens qu'on rappelle cela, mais donc, Monnet reprochait à Luns et Spaak de l'avoir rejetée, en disant: «Vous n'aurez jamais plus une proposition parlant de la défense, de la sécurité avec tous les articles qui étaient là-dedans». Bon, est-ce vrai? Oui ou non, je n'en sais rien.

On avait un peu peur, il était proposé de déplacer le secrétariat de l'Union européenne vers Paris. Et donc, on craignait une domination française qui, jusque-là, était fort marquée. Et donc, on était de nouveau dans une impasse, dans une situation extrêmement difficile. Que faire pour en sortir? Et alors, je crois que la proposition de faire faire un rapport par un homme politique, par un Premier ministre et sur l'Union

européenne... donc, en répondant à la question «Comment aller de l'Union économique à une Union politique? Que faut-il faire pour cela?», je crois que c'était presque l'issue fatale de ces échecs. Et il fallait faire quelque chose, sinon, on restait dans un climat d'inimitié, on se regardait comme des ennemis, enfin. Et, chose curieuse, on en parlait, bon, tous n'étaient pas très heureux ou très contents, mais s'opposer à ce qu'on élabore un texte sur l'Union européenne en soi, ce n'était pas encore tellement grave pour les opposants. Et chose curieuse, c'était le ministre anglais, Harold Wilson, qui disait: «C'est Tindemans qui devrait le faire.» «Pour quelle raison?» Certaines de mes remarques l'avaient frappé. Est-ce qu'il me considérait comme inoffensif ou bien est-ce qu'il disait: «il est orthodoxe, mais il ne blesse pas»? Je n'en sais rien. Pour quelle raison avait-il une idée, ou est-ce qu'un de ses collaborateurs avait dit: «Demandez ce Tindemans»? Je n'en sais rien. C'est lui qui proposait cela. Et la proposition a été acceptée. Du coup, moi je l'étais. Alors, j'ai composé un petit groupe de travail ici. J'ai vu, évidemment, notre représentant permanent, monsieur Van der Meulen, les grands spécialistes aux Affaires étrangères, monsieur Davignon...

[Étienne Deschamps] Philippe de Schoutheete?

[Leo Tindemans] Oui, j'en parle, mais tout de suite. Donc, j'ai même consulté Jean Rey, donc le libéral, mais pour lequel j'avais énormément de sympathie et d'admiration. Il était excellent commissaire et président de la Commission et lui était heureux d'être consulté dans son pays, qu'on ne l'excluait pas. Encore quelques-uns... oui, donc pour l'économie, les problèmes monétaires, j'en ai consulté plusieurs. Donc, ça c'était le groupe, un groupe permanent. Mais il fallait – celui qui tenait la plume, je dirais, celui qui suivait toutes les négociations concernant l'Union européenne et qui tracerait, donc, le cadre – confier cette tâche à qui? Voilà la grande question. Donc, moi-même je ne pouvais pas faire ça, parce que c'était une occupation...

[Étienne Deschamps] À temps plein...

[Leo Tindemans] À temps plein, oui, et il fallait aussi consulter alors. Et le faire seul, sans être accompagné n'était pas très heureux. On consulte d'abord les gens qui vous donnent leur confiance, qui travaillent avec ce ministre et puis il va tout seul chez les autres, parce qu'il fallait visiter tous les États membres, ce que j'ai fait, accompagné de quelques-uns, mais pas de tous. Et donc, vers la fin...

[Étienne Deschamps] Et pas seulement les États membres, aussi, d'ailleurs, les forces vives, les syndicats, les intellectuels, le patronat...

[Leo Tindemans] Oui, oui, en effet. Même parfois les étudiants, les organisations des étudiants, etc. Donc, on me suggérait des noms. J'en voyais déjà deux, mais c'était délicat... Et peut-on faire confiance, parce qu'il fallait garder le secret également et empêcher, donc, des fuites, des commentaires malheureux, enfin, que sais-je... Et c'était notre représentant permanent, monsieur Van der Meulen qui me disait: «Je connais un diplomate qui est maintenant à l'ambassade de Belgique, à Bonn. Il est excellent, excellent. Et si vous cherchez quelqu'un, donc, connaissant déjà les traditions diplomatiques, mais ayant des idées fraîches d'esprit, etc., je me permets de vous suggérer de consulter une fois et de voir si vous pouvez travailler avec monsieur de Schoutheete.» Et c'est comme ça que j'ai fait venir monsieur de Schoutheete. Et finalement, ils étaient deux: il y avait encore un professeur belge. Et lequel des deux? Je pensais au début: pourquoi ne pas confier cette tâche aux deux? Mais ça, ils n'en voulaient pas. Eux disaient aussi: «Si je le fais, je le fais... je veux que ce soit... que la confiance s'étende à moi et je ne dois pas, donc, négocier encore avec d'autres avant de pouvoir rédiger quelque chose, enfin.» Et j'ai décidé, j'ai dit: «Je prends monsieur de Schoutheete.» Et je crois que j'ai fait un excellent choix.